

Dans le cadre de la Semaine d'actions contre le racisme

La crise migratoire des réfugiés : dérives sécuritaires et xénophobes

Mardi 29 mars 2016

18h00 à 21h00

A-M050, Pavillon Hubert-Aquin, UQAM

Inscription obligatoire (sans frais) : criec2@uqam.ca

Résumé

Depuis qu'a éclaté la crise des réfugiés syriens, au printemps 2015, les réactions des États occidentaux ont été pour le moins contrastées. Certains ont d'emblée cherché à endiguer par tous les moyens les flots de réfugiés affluant vers leur territoire (ex. : Hongrie), d'autres ont, au contraire, cherché à leur ouvrir toutes grandes leurs frontières (ex. : Allemagne), tandis que la majorité a oscillé entre ces deux extrêmes. Mais quelle que soit la posture adoptée, les autorités concernées doivent composer avec de fortes pressions sociales et politiques leur enjoignant à soit fermer les frontières, soit ralentir le rythme d'accueil des réfugiés. Si ce type de réactions traduit, dans une large mesure, des considérations pragmatiques légitimes quant à la capacité des États à accueillir autant de réfugiés en un si court laps de temps, d'autres considérations se sont également faites entendre pour justifier la fermeture des frontières.

Ainsi, au Canada, alors qu'au début de la crise, les médias ont renvoyé des réfugiés une image « pure » de victime, certaines craintes ont rapidement commencé à filtrer quant à la menace potentielle que représente l'ouverture de nos frontières à des milliers de musulmans. Tout se passait comme si l'élan collectif de compassion déclenché initialement par les images de détresse avait provisoirement neutralisé les préjugés islamophobes latents, mais qu'une fois le premier émoi passé, ces derniers n'ont pas tardé à refaire surface. Les angoisses collectives suscitées par l'idée d'accueillir des « hordes » de musulmans se sont manifestées très tôt dans le débat public, si bien qu'au Canada, par exemple, le gouvernement a envisagé pendant un temps d'exclure, parmi les demandeurs d'asile, les jeunes hommes célibataires, jugés trop à risque d'abriter des éléments terroristes radicaux et violents. En outre, après les agressions sexuelles de masse

commises le 31 décembre dernier en Allemagne par, semble-t-il, de jeunes réfugiés arabomusulmans, il s'en est trouvé plusieurs pour voir dans ces événements la preuve qu'il est dangereux, voire irresponsable, d'ouvrir « nos » frontières à autant de jeunes hommes pétris d'une culture réfractaire à « nos » valeurs libérales occidentales.

L'objectif de ce panel est de donner la parole à des experts et à des intervenants de terrain pour analyser le poids du racisme et de la xénophobie dans la manière dont les États, la population et les médias réagissent à la « crise » des réfugiés syriens. Plus précisément, dans quelle mesure le racisme et l'islamophobie ont-ils contribué à orienter, au Canada en particulier, les débats publics sur la question des réfugiés syriens, ainsi que les réponses politiques et juridiques à cette crise migratoire sans précédent? Enfin, en quoi la « race » et le genre ont-ils interagi dans la production de la figure du réfugié, ainsi que dans les réactions politiques et juridiques des États interpellés par cette crise sans précédent?

À l'occasion de l'édition 2016 de la **Semaine d'action contre le racisme**, l'*Observatoire international contre le racisme et les discriminations* a invité des conférenciers et conférencières pour débattre et analyser ces questions brûlantes d'actualité dans le cadre d'un panel public le mardi 29 mars 2016 à 18 heures au local A-M050 de l'UQAM.

Conférencière et conférenciers

[Emily Regan Wills](#), professeure adjointe, École d'études politiques, Université d'Ottawa
[Victor Piché](#), professeur honoraire, Département de démographie, Université de Montréal
Me [Richard Goldman](#), coordonnateur, Comité d'aide aux réfugiés et responsable, Volet protection de la TCRI

